

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Quand-Cuba-se-battait-pour-l-Angola>

# Quand Cuba se battait pour l'Angola

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : vendredi 24 avril 2015

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Avec sa nouvelle enquête [1] « magistrale et érudite », selon les mots de Noam Chomsky, l'universitaire italo-américain Piero Gleijeses met à nu la responsabilité américaine dans la poursuite du conflit en Afrique australe après l'indépendance de l'Angola (11 novembre 1975). Les failles de la Central Intelligence Agency (CIA) illustrent les contradictions internes aux administrations américaines, où le département d'Etat fait parfois figure d'élément modéré. Déjà auteur d'une étude riche de révélations sur l'histoire de Cuba en Afrique [2], Gleijeses s'intéresse également aux divergences tactiques entre alliés. Plus interventionniste, Cuba prend le risque de subir des représailles américaines, tandis que l'Union soviétique demeure tiraillée entre son désir de détente avec les Etats-Unis et ses engagements sur le front africain.

Rappelons les faits. En août 1975, les troupes sud-africaines occupent le sud de l'Angola, toujours province portugaise. En novembre de la même année, l'indépendance est proclamée ; les troupes sud-africaines se retirent, mais soutiennent les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita). Des soldats cubains viennent aider le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) à se maintenir au pouvoir. Le Zaïre soutient quant à lui le Front de libération nationale de l'Angola (FLNA). La guerre civile fait rage.

L'administration du président Gerald Ford et son stratège Henry Kissinger avaient, dès 1974, tout mis en oeuvre pour marginaliser le MPLA. Après l'élection de M. James Carter en novembre 1976, le Congrès américain adopte un amendement interdisant toute aide aux mouvements rebelles en Angola. Néanmoins, influencé par le conseiller Zbigniew Brzezinski, M. Carter se montre aussi obsédé que son prédécesseur par la présence cubaine, et refuse de reconnaître le gouvernement angolais.

Avec le président Ronald Reagan (1981-1989), qui a fait du soutien inconditionnel à l'Unita un enjeu de politique intérieure, les Sud-Africains ont les mains libres. Ne se contentant pas d'un soutien logistique, Pretoria lance une série d'opérations militaires culminant, en 1987, dans ce que l'officiel Concise History de l'armée sud-africaine définit à l'époque comme « la plus grande opération jamais menée par les forces terrestres et l'aviation sud-africaines depuis la seconde guerre mondiale ».

La bataille de Cuito Cuanavale, dans le sud-est de l'Angola (janvier 1988), est le point culminant de treize années d'agressions sud-africaines contre la plus riche des anciennes colonies portugaises. Conscient de jouer son destin en Angola, Pretoria choisit l'escalade. Et M.Fidel Castro relève le défi. En accord avec les dirigeants angolais, il décide l'envoi de troupes supplémentaires et convainc le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev de livrer des armements plus sophistiqués. En août 1988, l'Afrique du Sud se retire et accepte le plan des Nations unies pour l'indépendance de la Namibie. Cuba peut alors rapatrier ses troupes. Nelson Mandela considère l'échec sud-africain comme « le tournant dans la libération du continent du fléau de l'apartheid ». Les noms des soldats cubains morts en Angola figurent aujourd'hui avec ceux de tous les héros de l'histoire sud-africaine sur le mur du souvenir du Freedom Park, à Pretoria.

L'histoire de la colonisation en Afrique est scandée par d'autres guerres, celles qui ne disaient pas leur nom et se contentaient de tout subordonner à la quête de profit. En 1903, une campagne internationale lancée par un journaliste britannique, Edmund Morel, dénonce comme criminelles les conditions de travail dans les exploitations de caoutchouc dans l'Etat indépendant du Congo, futur Congo belge. Pierre Savorgnan de Brazza est envoyé enquêter au Congo français, dont il avait été commissaire général de 1886 à 1897. Le rapport Brazza, rédigé en 1907, accable l'administration, jugée inefficace, dominée par des intérêts privés et couvrant des abus « intolérables et massifs ». On doit à l'historienne Catherine Coquery-Vidrovitch l'exhumation de ce texte oublié, qui fut jugé trop compromettant pour être publié [3].

**Augusta Conchiglia** pour [Le Monde Diplomatique](#)

[Le Monde Diplomatique](#). Paris, octobre 2014.

## Quand Cuba se battait pour l'Angola

---

\***Augusta Conchiglia**. Journaliste, spécialiste de l'Afrique, en particulier de l'Afrique australe et de l'Afrique lusophone. Membre du Comité de rédaction de Géopolitique Africaine.

---

[1] Piero Gleijeses, « [Visions of Freedom : Havana, Washington, Pretoria, and the Struggle for Southern Africa, 1976-1991](#) », The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2013, 655 pages.

[2] Piero Gleijeses, « [Conflicting Missions : Havana, Washington and Africa, 1959-1976](#) », The University of North Carolina Press, 2002.

[3] « [Le Rapport Brazza. Mission d'enquête du Congo : rapport et documents \(1905-1907\)](#) », préface de Catherine Coquery-Vidrovitch, Le Passager clandestin, Neuvy-en-Champagne, 2014, 305 pages.